

## Journée mondiale d'action

**Manif mercredi 17 H Montbéliard rue piétonne**

### Sauvetage financier

Il y a un an, le système bancaire s'effondrait. Dans de nombreux pays, les pouvoirs publics ont déversé des centaines de milliards d'euros pour le renflouer.

Les coupables de la crise se sont refait une santé : les bourses sont reparties à la hausse, les spéculateurs se frottent les mains. De grands patrons et les traders touchent, à nouveau, leurs bonus.....

**NE LES LAISSONS PAS  
RECOMMENCER COMME AVANT !**

### Naufrage social

Le sauvetage du système financier et l'aide aux multinationales n'ont été assortis d'aucune contrepartie sociale. Ils en ont profité pour aggraver leurs plans de restructuration et de suppressions d'emplois :

- On n'en a pas fini avec les plans de licenciements et l'augmentation du chômage.
- Des centaines de milliers de jeunes jetés dans la précarité.
- Des salaires en berne.
- Une souffrance inhumaine au travail.

### Dures luttes

Les salariés de nombreuses entreprises agissent pour sauver leurs emplois, ou à défaut, partir dans des conditions correctes : Caterpillar, Goodyear, Continental, New Fabris, Trèves, Molex.

Des succès importants ont été obtenus, par exemple :

- Les salariés de SONAS ont obligé les Directions PSA et Renault à s'asseoir à la table de négociations et à s'engager sur leur avenir.
- Les salariés de la Fonderie SBFM à Lorient, qui avait été externalisée, ont gagné leur réintégration dans le groupe Renault.

Mais, tant qu'elles restent dispersées, ces luttes n'ont pas le poids suffisant pour inverser la tendance générale.



### Qui paiera la note ?

Les suppressions massives d'emploi ont privé de cotisations la Sécurité sociale et les caisses de retraites, dont les comptes plongent dans le rouge. Plutôt que de revenir sur les exonérations massives de cotisations accordées aux employeurs, le gouvernement veut augmenter le forfait hospitalier et baisser encore les remboursements de médicaments.

Les milliards de fonds publics injectés dans le système bancaire ont provoqué une explosion sans précédent de la dette publique. La suppression de la taxe professionnelle aggrave le déficit. Plutôt que de revenir sur le bouclier fiscal qui protège les plus riches, le gouvernement met en place la taxe-carbone et s'attaque aux accidentés du travail.

## Unité sans précédent

Face à la crise et pour la première fois depuis très longtemps, les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, CFE/CGC, FSU, UNSA, SUD ont décidé, en début d'année, de faire front commun.

Cette unité, est à l'origine des grandes manifestations des 29 janvier et 19 mars. Elle a permis d'obtenir quelques avancées :

- Amélioration de l'indemnisation du chômage partiel.
- Remise en place de l'AER (allocation équivalent retraite) pour les chômeurs qui ont leurs 40 années de cotisation
- Et dernièrement, recul du gouvernement sur la retraite des mères.

Mais, on est encore loin du compte !

## Ensemble,

Nous avons besoin :

- ➔ D'une meilleure répartition des richesses pour relancer le pouvoir d'achat et garantir notre protection sociale (sécu, retraite),
- ➔ De nouvelles garanties pour les salariés et leurs emplois,
- ➔ De mesures fortes contre la précarité,
- ➔ De mettre fin à la casse des services publics (écoles, hôpitaux, La Poste, etc ...).

**Mercredi 7, arrêt de travail à 16 H 30**  
**La manifestation de Montbéliard démarre à 17 H rue piétonne, devant l'agence France Télécom, symbole actuel de la souffrance au travail**

## Les accidentés taxés ?

Quand on est victime d'un accident du travail, au-delà de la souffrance et parfois de l'invalidité qui en résulte, on est aussi pénalisé sur sa rémunération.

Les indemnités journalières de la Sécu se montent à 60 % du salaire brut habituel les 28 premiers jours d'arrêt. Le complément-employeur, là où il existe, ne compense qu'une partie de cette perte. Le fait que les indemnités journalières ne soient actuellement pas imposables permet de limiter la baisse de ressources.

A notre sens, on ne pourra parler d'imposer les indemnités d'accident du travail que lorsqu'elles garantiront une rémunération à 100 %.

### Question subsidiaire

Le gouvernement a dépensé des milliards pour venir au secours de la finance.

Aujourd'hui, pour résorber le déficit du budget, qui faut-il taxer : les bonus ? les traders ? les transactions financières spéculatives ? Ou les ouvriers et manœuvres du bâtiment et des travaux publics qui sont les principales victimes des accidents du travail ?

## Projet d'accord PSA : Fausses pistes pour le stress

La CGT a signé l'accord interprofessionnel qui désigne l'organisation du travail comme source principale du stress professionnel. Lors des négociations chez PSA, la CGT a fait des propositions, notamment :

- Revoir les normes de chronométrage exagérées et les standards de postes qui sont inadaptés à la morphologie féminine, à celle des seniors et aux salariés à restrictions médicales.
- Limiter la répétitivité des gestes, appliquer les normes d'effort et tenir compte des aléas aux postes de production et en logistique.
- Généraliser à toute la fabrication, les 10 minutes de pause par heure, qui existent déjà pour certains salariés du Montage de Sochaux.
- Cesser de monter la barre des objectifs à atteindre.
- Reprendre l'embauche en CDI pour alléger les charges de travail.
- Arrêter les pressions sur les malades et accidentés.

- Restaurer les espaces de liberté et de convivialité.
- Mieux organiser les changements de postes pour les techniciens et ingénieurs en fin de projet.

**La Direction PSA n'a retenu aucune de ces propositions. Elle se contente de généraliser les questionnaires sur le stress, dans les infirmeries.**

**Pire :** Pour mesurer le stress des salariés, la Direction ne fait pas appel à une méthode reconnue. Elle veut faire cautionner par les syndicats le recours à un cabinet patronal (STIMULUS) qui minimise les causes professionnelles du stress et en privilégie la gestion individuelle.

**Le projet d'accord actuel est une simple vitrine, pour donner à l'opinion publique une belle image de la Direction PSA. Il risque de retarder d'autant, les mesures qui seraient nécessaires pour réduire la souffrance au travail.**